

Le Centre satellitaire de l'Union européenne

BRUNO GASPAR

C'est en 2004, lorsqu'il devient commandant du Centre belge d'analyse d'images satellitaires, que le lieutenant-colonel d'aviation breveté d'état-major Bruno Gaspar découvre les programmes spatiaux. Depuis 2007, il est responsable du bureau « espace » de la Défense, au sein du département Stratégie. C'est à ce titre qu'il siège au conseil d'administration du Centre satellitaire de l'Union européenne.

43

De permanente uitdaging van het Satellietcentrum van de Europese Unie bestaat erin te beschikken over de nodige beelden met de gepaste kwaliteit op het gepaste ogenblik om de besluitvorming van de Unie te ondersteunen door inlichtingen te leveren die het resultaat zijn van satellietbeeldenanalyse. Omdat de EU hiervoor niet over een eigen aardobservatiecapaciteit beschikt, koopt dit satellietcentrum commerciële beelden, die meestal van Amerikaanse oorsprong zijn. Om zijn bronnen te diversifiëren en de bevoorradingskanalen te verzekeren, streeft dit Europese agentschap ernaar om toegang te krijgen tot de militaire aardobservatiesatellieten die gezamenlijk worden geëxploiteerd door een aantal Europese lidstaten, waaronder ook ons land. De Belgische Defensie, verantwoordelijk voor de ontplooiing van 800 tot 1.000 militairen in diverse operaties gespreid over meerdere continenten, is zich ook bewust van het belang om steeds over inlichtingen van hoge kwaliteit te kunnen beschikken en heeft dan ook een centrum voor satellietbeeldenanalyse opgericht.

Des informations précises, fiables et actualisées, en particulier des données extraites de l'analyse d'images, constituent le fondement indispensable à une prise de décision judicieuse. Consciente de cette nécessité, c'est en 1991 que l'Union de l'Europe occidentale (UEO) décida la création d'un centre multinational, chargé de l'exploitation et de la production de renseignement résultant

de l'analyse d'images prises par des satellites d'observation de la terre. En 2002, suite au transfert de compétences entre l'UEO et l'Union européenne, il évolua pour devenir le Centre satellitaire de l'Union européenne (CSUE). Il est installé en Espagne, sur la base militaire de Torrejón de Ardoz (Madrid).

En tant qu'agence décentralisée de l'Union, le Centre satellitaire de l'UE agit sous la supervision du Comité politique et de sécurité (COPS). Ses instructions opérationnelles émanent du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, actuellement madame Ashton. Il dispose d'un conseil d'administration, composé d'un représentant de la Commission et de chaque État membre, en charge, notamment, d'approuver le programme de travail annuel et le budget de fonctionnement.

Sa mission consiste à soutenir le processus de prise de décision de l'UE dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), en particulier la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), en mettant à disposition des informations géospaciales obtenues par l'analyse d'images satellitaires. Suite à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et la mise en œuvre du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), il doit supporter un nombre croissant de clients. Parmi ceux-ci, on trouve la capacité civile de planification et de conduite (CPCC), l'État-major militaire de l'Union (EMUE), le Centre de situation (SITCEN) et les opérations ou missions de l'UE. Les États membres et



les organisations internationales telles que l'OTAN et les Nations unies peuvent également s'adresser au Centre satellitaire de l'UE. La production de renseignement géospatial de haute qualité, dans des délais toujours plus courts, doit dès lors répondre à la fois aux besoins des décideurs politiques mais aussi à ceux du personnel déployé sur le terrain, car tous considèrent le renseignement comme essentiel à leur mission.

À titre d'exemple, le centre offre un soutien géospatial important aux troupes déployées dans le cadre de la PESC (ex. la mission de monitoring de l'Union en Géorgie), aux missions d'aide humanitaire (ex. en Haïti) et aux missions de maintien de la paix. Il agit également dans le domaine de la prévention en facilitant l'alerte rapide des risques de conflits armés ou de crises humanitaires (ex. lors du printemps arabe) et assure le suivi des situations de crise (ex. aux frontières de la bande de Gaza), la vérification du respect des traités de désarmement et de non-prolifération (ex. suivi de sites missiles ou nucléaires), la lutte contre le terrorisme et la criminalité (ex. la lutte contre la piraterie sur les côtes de la Somalie).

La direction Gestion des crises et planification (CMPD) assure la fonction de « *tasking authority* », l'organe central qui filtre et valide les demandes de renseignement transmises au Centre satellitaire, de manière à maîtriser la charge de travail en fonction des ressources disponibles.

**S'AGISSANT DES RESSOURCES, FORCE EST DE CONSTATER
QU'ELLES SONT LIMITÉES.**

Le centre est une agence civile de taille modeste, actuellement dirigée par l'ambassadeur slovène Tomaž Lovrenčič. Le personnel, au nombre d'une centaine de personnes (dont une trentaine d'analystes d'images), est constitué d'agents contractuels provenant pour la plupart des États membres de l'UE. Il n'y a donc pas de « quota » attribué à chaque nation, mais bien un processus de sélection. La Belgique entretient de très bons rapports avec le centre et a toujours assuré une présence sur place (actuellement 4 personnes, 3 ex-militaires et 1 militaire d'active, hors budget).

Cette agence est financée par les 27 nations, au prorata d'une clé de répartition basée sur le revenu national brut. Le budget annuel, non indexé depuis 2010, est de l'ordre de 13 millions d'euros. La contribution belge, de l'ordre de 360 000€, est partagée entre la Défense et les Affaires étrangères. La non-indexation du

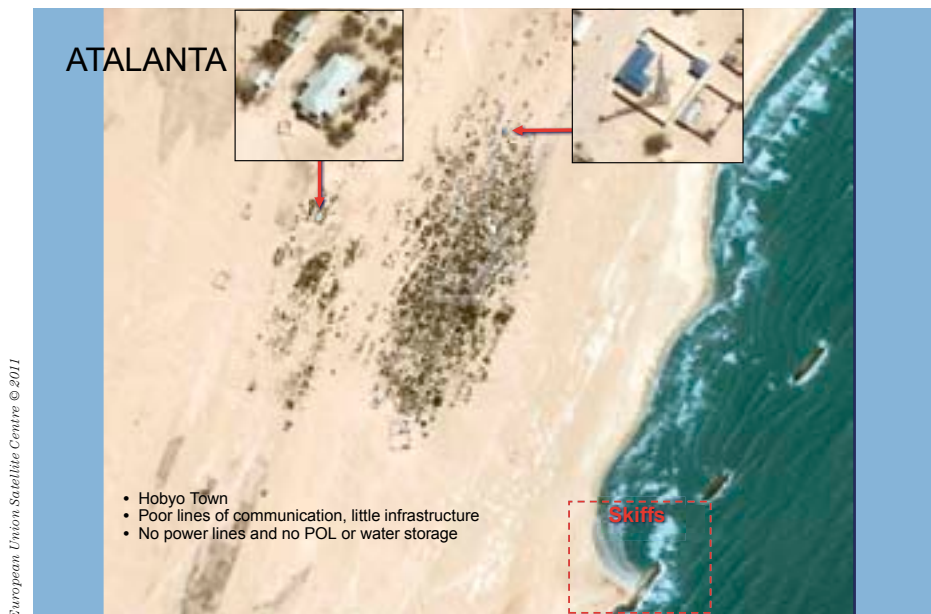
budget, volonté de certaines nations, a un impact direct sur le fonctionnement opérationnel, car les ressources allouées au « *core business* » ne cessent de diminuer, alors que les demandes de services ne cessent d'augmenter.

Ce budget lui permet d'acquérir sa matière première, à savoir les images satellitaires. L'UE ne possédant pas ses propres satellites d'observation, le centre travaille activement à diversifier ses sources d'approvisionnement auprès des fournisseurs commerciaux ou militaires. Étant donné le peu de disponibilité sur le marché européen, la grande majorité des images commerciales est d'origine américaine, ce qui rend cette agence européenne de renseignement fortement dépendante de sources non européennes. Pour réduire cette dépendance, le centre peut, sous certaines conditions, obtenir des images fournies par des satellites militaires européens (ex. des images HELIOS 2).

ET LA BELGIQUE ?

Notre pays possède une longue expérience dans le développement de programmes spatiaux. Une capacité civile d'observation de la terre à des fins de surveillance de l'environnement, basée sur des minisatellites développés en Belgique, est d'ailleurs pleinement opérationnelle au départ du centre spatial de Redu. En outre, le niveau de notre participation au budget de l'Agence spatiale européenne nous place au rang de 2^e contributeur (contribution par tête d'habitant, financée par la Politique scientifique fédérale).

La Défense, responsable du déploiement annuel de 800 à 1.000 personnes, est également consciente de l'importance de disposer rapidement et en toute autonomie de renseignements de qualité. En 1998, suite aux recommandations de la commission Rwanda, un centre d'analyse d'images satellitaires a été créé au sein du Service général du renseignement et de la sécurité. Dans un premier temps, ce centre d'une trentaine de personnes (dont une quinzaine d'analystes d'images) devait produire du renseignement en utilisant uniquement des images commerciales, essentiellement d'origine américaine. Cette source d'approvisionnement s'est vite montrée coûteuse, non fiable et incompatible avec les besoins d'un service de renseignement militaire. Il est en effet fréquent que certaines nations censurent la vente d'images couvrant des zones militaires sensibles (Afghanistan, Irak, Moyen-Orient...). Pour s'affranchir de ces inconvénients, la Défense s'est inscrite dans le programme militaire d'observation HELIOS 2, opérationnel depuis 2004. Depuis lors, la Belgique opère le système HELIOS 2, en partenariat avec la France, l'Espagne, l'Italie, la Grèce et l'Allemagne. Grâce



à cet outil, notre Service général du renseignement et de la sécurité est à même de fournir rapidement un renseignement fiable, de qualité, sur tout point du globe, et ce, sans mettre la vie de qui que ce soit en danger.

Cette compétence développée depuis 1998 est également appréciée par le Centre satellitaire de l'UE, en témoignent les très nombreux échanges entre les centres d'analyse. Certains officiers et sous-officiers y ont d'ailleurs été mis en poste avant de prendre leur fonction au centre belge.

LES FUTURS DÉVELOPPEMENTS STRATÉGIQUES

Dans un domaine évoluant aussi rapidement que le renseignement issu de l'imagerie, il est impératif de préparer le futur ; particulièrement en ce qui concerne le développement des capacités. Le renforcement du *core business* en fonction des futurs programmes spatiaux (civils ou militaires) doit être l'axe central du développement stratégique du Centre satellitaire de l'UE.

Garantir un droit d'accès aux systèmes militaires actuels

Quel que soit le centre satellitaire, le défi majeur consiste à disposer au moment voulu de l'image nécessaire, avec la qualité appropriée, afin de répondre au

mieux aux clients. Pour ce faire, il est indispensable de «sécuriser» ses canaux d'approvisionnement en disposant d'un droit d'accès (un droit de programmation) à une capacité spatiale. À l'heure actuelle, en Europe, seuls les systèmes militaires permettent de fournir dans des délais très courts, des images d'une qualité inégalée, via des canaux sécurisés, gages d'une source de renseignement fiable. C'est pourquoi le centre doit intensifier et concrétiser ses contacts avec les nations qui opèrent des satellites militaires européens.

Un refinancement

Un centre satellitaire qui n'opère pas ses propres satellites dépend grandement de ses ressources financières pour acheter des images satellitaires. Vu le prix élevé des images commerciales et un budget opérationnel qui ne cesse de diminuer, le centre doit se limiter à quelques images par jour, trop souvent des images d'archives et de qualité moyenne. Honorer les demandes de ses clients est devenu un réel défi, particulièrement lors de crises internationales. La Belgique, durant sa présidence du Conseil de l'Union, a bien essayé d'introduire un mécanisme de refinancement, basé sur le remboursement des coûts d'acquisition d'images lors du support aux opérations ou missions de l'Union. Cette proposition s'est malheureusement heurtée au veto d'une nation. Il s'agit pourtant d'une priorité si l'on veut donner à cette agence européenne de renseignement la crédibilité qu'elle mérite.

La formation face aux nouveaux développements technologiques

En ce qui concerne la capacité d'analyse, le déficit permanent en ressources humaines capables de convertir une image satellitaire en un renseignement exploitable demeure un défi important. De même, le développement de nouveaux senseurs toujours plus performants dans les domaines de l'extrême haute résolution (XHD), du radar, de l'infrarouge, de l'hyperspectral nécessite une adaptation permanente des processus d'analyse et du niveau de formation des analystes d'images. C'est pourquoi les efforts de formation doivent être maintenus et mutualisés dans ces domaines sensibles que sont l'analyse d'images et le renseignement. La qualité des produits transmis aux décideurs ou aux planificateurs peut ainsi être accrue, ce dont bénéficient également les acteurs sur le terrain.

Raccourcir la boucle client-fournisseur, afin d'assurer un support plus réactif

Le personnel déployé en opération, client du renseignement, est rarement familiarisé avec les possibilités des satellites d'observation. La mise en place d'officiers de liaison entre le Centre satellitaire et les QG déployés devrait permettre

de convertir plus rapidement et plus précisément les besoins opérationnels en programmations des prises de vue par les satellites. Le développement d'un réseau de communication sécurisé permettant l'envoi rapide de produits classifiés doit également être accéléré et étendu aux différents clients.

Une implication dans les grands programmes spatiaux civils européens

Le centre dispose d'une expérience unique dans le traitement et la diffusion de données sensibles dans un environnement sécurisé. Cette expérience justifie son implication dans le développement des grands programmes spatiaux financés par la Commission européenne. Il mérite de participer à la définition de la gouvernance du programme GMES¹, un programme civil de surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité. Il doit également travailler, en collaboration étroite avec l'Agence européenne de défense (AED), la Commission européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA) sur le programme «*Space Situational Awareness*». Ce programme vise à étudier les activités qui se déroulent dans l'espace, pour améliorer la sécurité des infrastructures spatiales, en particulier la station spatiale internationale (ISS) et réduire les risques de collision entre satellites ou avec des débris. L'évolution de ces deux grands programmes européens pourrait élargir le périmètre d'activités du centre.

Un accès à MUSIS², la future capacité spatiale militaire en Europe

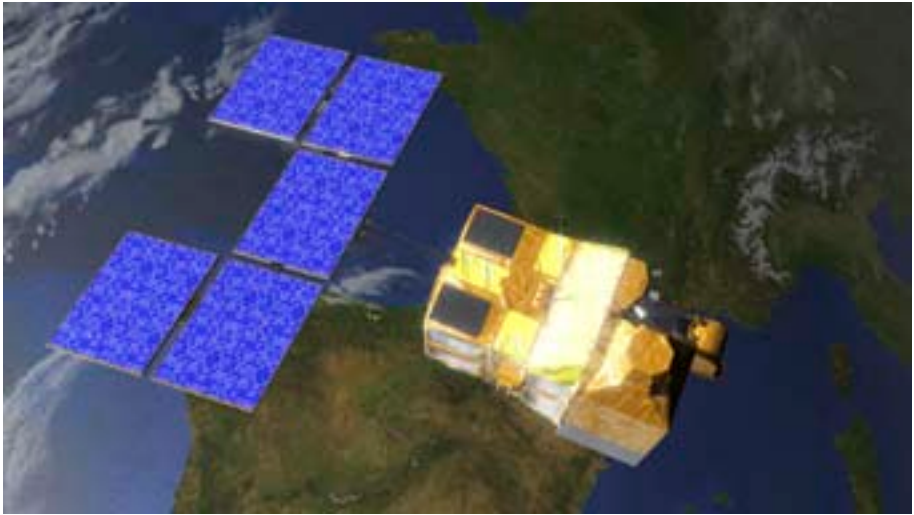
Les systèmes militaires d'observation de la terre actuellement opérationnels en Europe (HELIOS 2, COSMO-SkyMed et SARLupe) fonctionnent de manière totalement indépendante, afin de répondre avant tout à des besoins nationaux. Ils atteindront leur fin de vie entre 2016 et 2018. Leur successeur est étudié au sein de l'AED, dans le cadre du projet MUSIS. Ce projet vise à permettre l'accès, au travers d'une interface unique, à une capacité militaire d'observation complète, développée de manière concertée et complémentaire par trois nations maîtres d'œuvre (France, Italie et Allemagne). Vu sa longue expérience dans le domaine, la Belgique est une des nations fondatrices de ce projet qui devrait concrétiser la première étape de la construction du spatial militaire en Europe. Lorsque cette capacité sera réalité, elle devrait également être accessible au Centre satellitaire de l'UE (sous des conditions à définir), permettant ainsi à l'Europe d'accéder à une capacité militaire performante conforme aux exigences de renseignement à l'horizon 2015-2030.

Bien que souffrant d'un manque de financement évident, le Centre satellitaire de l'UE constitue l'unique centre d'expertise de l'Union européenne dans le

domaine de la production de renseignements issus de l'imagerie. Il couvre un large éventail d'activités liées aux préoccupations sécuritaires actuelles et futures de l'Union. Il interagit avec un grand nombre d'instances européennes et offre ainsi de réelles opportunités d'acquérir des expériences professionnelles particulièrement intéressantes et enrichissantes dans un cadre de travail multinational très agréable.



Source : <http://www.asstrum.eads.net/node.php?articleid=4002>



Helios 2B

Mots clés : Centre satellitaire de l'Union européenne (CSUE – EUSC).

¹ GMES : *Global Monitoring for Environment and Security*

² MUSIS : *Multinational Space-based Imaging System for Surveillance*